

Repenser le mouvement urbain populaire

Dominique Mathieu*

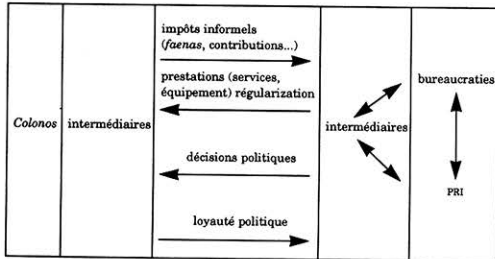
L'intérêt que les milieux des sciences sociales, en général et au Mexique en particulier, portent à l'étude des mouvements urbains populaires ne se justifie pas par l'ampleur des réalisations, mais bien davantage par l'importance de ce phénomène dans le contexte national. En effet, les réalisations concrètes de gestion urbaine "alternative" que l'on doit au MUP (Mouvement Urbain Populaire) représentent quantitativement très peu face à la "gestion" gouvernementale de cette autre moitié de la ville que représente la ville des plus démunis. À l'inverse, le développement d'une population assez importante de militants, de leaders associatifs, de consultants, ainsi qu'une définition alternative de l'intérêt public (en termes de justice sociale, équité, droits, démocratie, bien-être...) constituent bien deux phénomènes majeurs méritant toute notre attention. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de gérer les luttes autour de la redistribution, principal outil d'intégration. Ces luttes vont non seulement déterminer les parts destinées aux groupes sociaux dominés mais aussi définir quels sont les groupes sociaux chargés de la gestion de la redistribution, objet de la politique (et de la fascination des intellectuels). Le pouvoir de dire ou d'agir sur ces politiques est un objet permanent de luttes politiques. Cependant, la littérature sur le thème, toujours apologétique, s'est, jusqu'à présent, beaucoup plus intéressée au second phénomène

qu'au premier. Il y a bien des raisons à ce constat et, tout d'abord, la grande proximité (politique et sociale) entre les protagonistes du MUP et ceux qui écrivent sur le mouvement (qu'il s'agisse de la *recherche-action* ou de *consulting*). Pourtant, on ne saurait rendre compte des luttes politiques qui ont lieu entre des visions concurrentes de l'organisation de l'accès à la ville pour les pauvres en se contentant de (re)produire l'historiographie officielle du Mouvement Urbain Populaire ou en se demandant si l'action politique du MUP a réussi à construire de nouvelles cultures locales (?). Car si ces luttes visent bien à redéfinir le champ de la politique urbaine et notamment les modalités de l'encadrement des pauvres, et à désigner les personnels compétents en la matière, il paraît important de nous atteler à l'examen du contenu et des pratiques des agents qui conforment ce groupe.

Historiquement, le Mouvement Social, dont est issu le Mouvement Urbain Populaire, trouve ses racines dans les luttes des pauvres pour l'accès au logement (accès au sol ou loyers bon marché). D'abord fortement réprimées, ces luttes revendicatives de type économique se sont "naturellement" étendues –conséquence de la répression– au domaine des droits civiques et sociaux. En simplifiant, on peut dire que, peu à peu, s'est mise en place une véritable politique du logement populaire dont l'irrégularité constituait le fondement, dans la mesure où le gouvernement, ne pouvant loger les pauvres dans le strict respect des codes, a pu jouer sur l'illégalité pour reporter dans le temps, mais aussi sur les "colons", les coûts de ce qu'aurait été une véritable

* Chargé de recherche au Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine (GRAL/CNRS).

politique sociale du logement des pauvres¹. Ce “système” est bien entendu cohérent avec le système politique mexicain qualifié, dans son ensemble, de populiste. Ainsi les relations de type clientéliste peuvent être schématisées de la manière suivante:



Ces relations sont traditionnellement médiatisées par des intermédiaires opérant sur une base personnelle et secrète. La figure bien connue en est le cacique qui, comme tous les notables traditionnels, tire sa légitimité auprès de “l’autorité” de sa capacité à mobiliser derrière lui des mandants et sa légitimité auprès de ceux-ci, de ses connexions auprès de l’autorité qui lui permettent d’obtenir des prestations². Ce système traditionnel de domination est le plus souvent articulé (mais pas nécessairement) au parti officiel, ou à l’une de ses organisations (dont surtout l’Organisation Populaire, la CNOP, qui représente l’un des trois pôles du système corporatif national, avec les organisations paysanne et ouvrière). Toutefois, depuis les années 1970, divers projets réformateurs cherchent à mettre fin au monopole de ce système populiste-clientélaire d’encadrement-représentation des pauvres en zone urbaine. La mise en place d’un nouveau système est d’autant plus ressentie comme une nécessité que la loyauté politique n’est plus assurée et que le parti au pouvoir a subi d’importants revers au cours de nombreux scrutins.

C’est ainsi que se sont mises en place diverses structures qui cherchent à institutionnaliser la gestion urbaine, à encadrer les demandes (ce qui signifie les faire “apparaître”, écarter le non-recevable du recevable) et à donner un caractère public aux discussions de groupes ainsi constitués en groupes d’usagers. Cette institutionnalisation et cette publi-

cisation sont notamment à l’œuvre dans la mise en place des *juntas de vecinos*, et par la suite de l’*Asamblea de representantes*. Toutefois, il serait naïf de penser que ces réformes ont pour but uniquement de “démobiliser” les mouvements sociaux, comme on peut le lire souvent. Car la création de ces nouveaux “produits politiques” correspond également à l’apparition de nouveaux producteurs de ces produits ou plus précisément à l’apparition de nouveaux serveurs publics peu à l’aise dans les relations personnelles qui demandaient aux notables une présence dans le quartier, une bonne compréhension de la culture populaire et une grande disponibilité et qui, en retour, leur assuraient une grande marge de manœuvre et une plus grande liberté vis-à-vis du système. On comprend mieux de cette façon qu’au sein du pouvoir d’État, ceux que l’on appelle les technocrates, ou *técnicos*, c’est-à-dire ce personnel exécutif qui n’est pas passé par l’école du parti mais surtout par l’école tout court s’appuie sur des groupes sociaux différents et doit construire son image autour des concepts universalistes des principes démocratiques et de la rationalité. Or l’on sait que le mode de prise de décision technocratique est le plus souvent à l’opposé de ce que serait un mode de prise de décision démocratique; aussi, on l’aura compris, ici, comme dans d’autres cas à d’autres époques, il s’agit bien davantage de discréditer le mode de fonctionnement en place et surtout de déplacer les “politiciens traditionnels” (comme autoritaires et en voie de disparition, les *dinosaurios*) pour légitimer un nouveau fonctionnement du système politique et la prétention des nouveaux cadres à occuper les postes du pouvoir.

Vers un autre système d’encadrement

On comprend mieux, de cette façon, comment d’une demande d’accès au logement l’on puisse passer dans un second temps à des revendications touchant aux domaines plus larges des droits civiques et sociaux. Il est important de noter, de ce point de vue, la forte convergence d’intérêts entre des acteurs agissant depuis l’État avec des acteurs agissant depuis la société civile (militants, bénévoles, leaders, ONG...) pour mettre en place un autre système de médiations –plus institutionnalisées. Que la mise en place d’un autre système de gestion des demandes passe par une dénonciation de l’irrationalité de l’ancien système et de son mode de fonctionnement non démocratique ne doit pas étonner: ce n’est qu’en

1 Voir sur ce thème D. Mathieu, F. Tomas 1992, ¿Fin de la propiedad popular?, *Ciudades* 15, julio-septiembre.

2 Voir sur ce thème D. Mathieu 1995a.

se référant à des causes “universelles” et en invoquant une gestion plus “scientifique” que ces nouveaux intermédiaires pourront justifier leur prise en main de l’encadrement. Cependant, cette dénonciation, qui est instrumentale aux yeux des acteurs du MUP mais aussi des technocrates, ne doit pas nous faire oublier la forte “rationalité” de la gestion populiste non seulement parce qu’elle obtenait des résultats non négligeables (et parmi ceux-ci, il convient de mentionner la stabilité du “système politique mexicain” jusqu’aux années récentes) mais aussi parce qu’elle était comprise (intériorisée) par les acteurs, qu’elle constituait une “culture politique”. De fait, on a souvent écrit sur l’absence de culture politique des groupes populaires mexicains ou encore sur une certaine culture de la dépendance et de la soumission. Or, cette culture politique existe, et elle s’articule au contraire autour d’une bonne compréhension des canaux traditionnels d’obtention de biens, certes de manière désabusée, patiente, consciente du manque d’alternative et de l’impossibilité de peser sur les décisions autrement qu’en étant présent pour “faire nombre” dans les actes de plébiscite ou de reconnaissance du régime, déléguant de cette façon son seul pouvoir: celui de mobilisation. Ce n’est d’ailleurs qu’en concédant une grande rationalité au système traditionnel et surtout en admettant sa bonne compréhension par les pauvres, que l’on comprend le déchirement qu’éprouvent ceux-ci lorsqu’ils se décident à se lancer dans une médiation non traditionnelle. Les ratés du système clientélaire-populiste (enrichissement trop ostentatoire de certains intermédiaires, abus de pouvoir, violence, non aboutissement des demandes...) ne sont effectivement jugés insupportables que lorsque s’ouvrent d’autres possibilités de fonctionnement mais aussi lorsque s’accroît la connaissance du champ de la politique urbaine sous l’effet d’une plus grande scolarisation ou d’une meilleure ou plus longue insertion dans la ville.

Car il s’agit effectivement de mener à bien des revendications très matérielles en changeant les règles coutumières du jeu au nom d’un idéal universalisant (canaux non traditionnels d’obtention de prestations et de services, établissant une définition du bien commun concurrente de la traditionnelle). C’est bien entendu l’ouverture de canaux non traditionnels qui permet la transformation de la culture politique; c’est lorsque changent les relations d’échange entre mandants et mandataires (décrites dans le précédent tableau) que s’acquiert une nouvelle pratique de participation à la vie publique et de construction des demandes collectives dictant les

nouvelles règles du jeu. Les tentatives de réforme depuis l’État sont imparfaites et la mise en place de structures modernes de médiation et de gestion des demandes bute d’une part sur l’absence d’un corps constitué de professionnels que le réformisme saliniste appelait de ses vœux et, d’autre part, sur les contradictions du système qui hésite entre les tentations populistes et les réformes technocratiques mal maîtrisées. La préoccupation du salinisme de former des serviteurs publics intègres et efficaces est allée dans ce sens bien que, dans les faits, nous ayons assisté à la traditionnelle “récupération” à des fins partisans, via le programme de solidarité nationale, d’un style d’intégration plus moderne, rejetant inéluctablement dans une “opposition” les autogestions et leurs styles... Il est rare, par exemple, que les *delegados* et les *juntas de vecinos* fonctionnent selon ce que serait un mode de fonctionnement moderne (transparence de la prise de décision et de l’utilisation des fonds, décisions prises à la majorité...). Il ne faut cependant pas s’en étonner dans la mesure où ils tirent leur légitimité non pas d’une formation professionnelle mais le plus souvent d’une position au sein du parti ou de l’une des organisations du système corporatiste contribuant ainsi à reproduire le mode de fonctionnement *caciquil*.

Mais il n’en reste pas moins que les canaux ouverts par ce qu’il convient d’appeler le Mouvement Urbain Populaire tirent parti de cette conjoncture réformiste (qu’il contribue à produire) et des visions concurrentes au sein du gouvernement. Il n’est d’ailleurs pas rare que telle ou telle réalisation du Mouvement soit rendue possible par la “bonne connexion” d’un dirigeant avec un membre du gouvernement d’une même promotion universitaire. Mais la production d’une vision concurrente de la gestion du bien public est surtout rendue possible par l’existence de lieux de pouvoir concurrents de l’État tels que les organismes internationaux, ONG, ou les groupes religieux, qui non seulement sont producteurs d’une vision de l’action collective (et de la société) mais disposent en outre de fonds propres. De fait, ce n’est pas la différence de projet qui constitue le moteur des luttes entre réformateurs au sein du gouvernement et les militants du MUP. Les premiers poussent également à l’adoption d’un modèle plus technocratique d’affectation des ressources qui correspond davantage à leur propre savoir-faire et sont souvent fascinés par les réussites obtenues par les leaders des mouvements sociaux, notamment en termes de capacité de mobilisation. La proximité de vues des uns et des autres se traduit d’ailleurs fré-

quemment par des cooptations qui ne s'expliquent, sauf à vouloir cantonner l'explication dans la dénonciation militante de la trahison politique, que par l'identité de vue sur le fond réformiste, couplée à des appartenances sociales identiques. En fait, en niant la possibilité de réforme depuis un lieu de pouvoir opposé ou concurrent, ce qui est en jeu, c'est la définition d'un monopole des agents aptes à conduire ces réformes et la professionnalisation des intermédiaires de la gestion urbaine. Au delà du discours dissident, la cooptation peut être vue comme la réalisation d'une aspiration à un poste: en se présentant comme solution alternative à la gestion populiste et comme prétendants à des fonctions d'encadrement effectives, les militants ne font pas autre chose que mettre en œuvre une stratégie professionnelle et ouvrir la possibilité de création de postes. De fait, tout un secteur d'encadrement des pauvres urbains par des militants voit progressivement le jour, comptant sur le bénévolat et faisant vivre quelques "saliariés" et agences de consultants autour de l'organisation de projets pilotes ou alternatifs tout en prétendant à l'expertise et à une rationalité supérieure de l'administration des nécessités. En ce sens, la situation que l'on observe dans le cas mexicain est comparable à bien des égards à celles d'autres cas nationaux contemporains ou passés. Ces phénomènes dépendent tout à la fois de l'état, à un moment donné, des rapports de force entre les différentes classes sociales, du développement des diverses professions de l'encadrement social et de leur monopole entériné par un titre scolaire (création et progressif monopole des professions d'architecte, de toutes sortes d'ingénieurs des travaux publics, d'urbaniste, d'assistante sociale, d'animateur culturel, paysagiste, etc.).

Production d'enclaves alternatives et vitrines de gestion urbaine

L'on comprend mieux les conditions d'apparition d'un nouveau type d'encadrement des pauvres en milieu urbain et notamment les spécificités des agents qui aspirent à assurer le contrôle social, en quoi leur culture de classe les différencie des intermédiaires populistes et sur quelles justifications ils bâtissent leur aspiration à remplir cette fonction. Toutefois, il reste nécessaire d'examiner les problèmes que soulève la mise en place de ces nouvelles médiations; nous nous contenterons ici d'en évoquer quelques-uns.

Citons tout d'abord les problèmes liés à la spécificité des formes nouvelles de l'encadrement. En utilisant des technologies sociales d'encadrement mises au point et éprouvées par ailleurs, telle l'organisation de la participation, la mise en place de commissions de discussion (techniques, finance, justice, presse, propagande, culture, etc.), le mode de domination moderne, qui privilégie la pédagogie, n'en reste pas moins, sous des dessous plus démocratiques et plus "doux", un mode de domination qu'il convient d'étudier non seulement dans ses effets mais aussi dans ce qu'il implique en termes de modification du rapport de force entre les différentes classes sociales. Le travail de redéfinition des hiérarchies (des besoins, mais aussi culturelles et sociales) va en effet de pair avec une dépossession, une négation de la validité des hiérarchies de la culture populaire. Tant pour le pilotage de la construction des demandes, que pour la hiérarchisation des nécessités ou pour l'imposition d'un "style de vie" légitime, l'on voit se dessiner une spécialisation des intervenants et une multiplication des outils dont il faut rendre compte. Ils montrent bien en effet que l'offre de nouveaux produits par ces nouveaux intermédiaires trouve un marché qu'elle a contribué à faire émerger. Dans les faits, l'on distingue effectivement les professionnels de la santé, des assistantes sociales, des groupes de discussion, et de thérapies (anti-alcoolisme, etc.), des éducateurs (travaillant dans les domaines des soins aux enfants, de la planification familiale, des problèmes du couple, de la violence, de la drogue...) qui s'appuient sur la création de médias (revues...). L'analyse de l'impact de cette déstabilisation culturelle doit également évaluer les succès indéniables du Mouvement en matière de diffusion d'une meilleure connaissance du système pour les militants les plus actifs; en ce sens, le MUP fonctionne comme un parti politique populaire, proposant une "ligne", une orthodoxie et une éducation. En attendant la normalisation de cet encadrement, c'est-à-dire la formation d'une déontologie professionnelle (et donc d'une censure "interne") ainsi que la mise en place d'une formation reconnue par un diplôme, les militants du Mouvement Urbain Populaire, cadres alternatifs de l'encadrement pré-professionnel, représentent en un sens l'option la plus opposée aux populistes. Un certain discours respectueux vis-à-vis de la culture populaire ne saurait cacher que, pour eux, cette culture populaire est l'obstacle principal sur la voie de l'émancipation. Cette culture du pauvre que l'on se doit de transformer est bien pour eux celle qui est décrite par

O. Lewis: un monde qui se reproduit, un monde de la dépendance intériorisée qui produit et reproduit sous des formes diverses un consentement à la domination. Les interviews le montrent (*cf.* ci-après), ils entendent créer une conscience et construire véritablement le “sujet” par la formation, la concertation, d’où l’importance primordiale de la participation qui rend possible la création d’une mini-sphère de discussion publique, véritable institution (au même titre que l’école) par laquelle ces nouveaux clercs proposent et entendent imposer un nouveau sens. La socialisation politique pour une participation à la sphère publique sur laquelle les cadres du Mouvement Urbain Populaire fondent leur action passe ou se double d’une socialisation tout court; c’est sur un véritable manuel du savoir-vivre que repose la culture “émancipatoire”. Les résistances auxquelles ils se trouvent confrontés ne sont pas mises sur le dos des différences de classe mais sur celui de l’intériorisation des normes disciplinaires qui conditionnent l’apathie et la dépendance et c’est cette culture qui se trouve être la cible de leur propre processus disciplinaire. Il resterait donc à analyser l’impact sur la culture populaire de ce cotoiement d’une autre culture de classe, les études menées ailleurs sur le sujet montrant que la culture populaire perd de son “assurance éthique”.

Cómo transformar ciertos hábitos que están dentro de nuestras condiciones sociales

Creo que esto tiene que ver con cómo promover que la gente empieza a expresar estos triunfos, esta vida nueva que tiene en [nombre del barrio construido en cooperativa por miembros del MUP]; y tuvimos que hacer talleres de redacción, talleres de declamación, cosas así que permitan que la gente vaya expresando esa identidad [...]; otro reto que le tocaría a la comisión de cultura es el cómo. ¿Entonces cómo poder hacer un centro cultural que esté acorde o qué otro papel le tocaría dentro de una organización popular? Ahí tenemos que incidir en cómo transformar ciertos hábitos que están dentro de nuestras condiciones sociales ¿no? El maltrato a los hijos, la mujer, el alcoholismo... y entonces, ¿cómo el centro cultural tiene que atacar estos hábitos que a lo mejor hasta ahorita lo hemos intentado con reglamentos pero que implica ser coercitivo y esto funciona hasta cierto momento pero en otro momento empieza a ser, éste... como una forma también de freno para el desarrollo de la comunidad? Entonces creemos que ahí más bien un aporte

de la comisión de cultura sería mejor, y no reglamentar “se prohíbe la venta de bebidas alcohólicas” porque lo terminan haciendo y además es así como un enfrentamiento. En cambio si pudiésemos, aquí implicaría hacer cupos de teatro, fotonovelas que reflejen esas cosas cotidianas y que hagan propuestas de cómo transformarlas; quizás podríamos tener mejores resultados. [...] La comisión de cultura tendría que ser el aporte de elementos técnicos estéticos para poder poner lo cotidiano en una práctica escénica o en una obra de teatro, en un corrido que permita entonces que la gente sea como autocrítica. Por ahí creemos que debe de ir y que tiene como la finalidad del centro cultural [...] para poder hacer un ambiente que nos permita de veras vivir en democracia teniendo en cuenta que la democracia es conflictiva; entonces la comisión de cultura tiene que tener un ambiente que permita enfrentar las ideas sin que esto implique rupturas ¿sí?

Interview, responsable d’une organisation du MUP

A quien no nos quiere ver, vamos y le tocamos

No estamos permitiendo que decaiga la participación. A quien no nos quiere ver, vamos y le tocamos y le decimos “aquí esta un video”, que es otra de las actividades que también es muy importante; ahorita estamos planeando hacer ciclos de videos por manzana; entonces esto también nos permite que la asamblea, éste... de la manzana no caiga en dinámica así sólo de pelear “que si el pollo de la vecina se comió la planta de la otra vecina” y entonces se meten en un pleito; le llevamos un video [...] esto les permite a ellos como tener una visión más amplia; entonces, así de repente hay un ciclo sobre los niños y entonces, va desde el cuento de hadas, de si el niño se lo robaron de una casa rica y después llega a ser el rey; hasta otra película donde habla crudamente sobre la situación de los niños; entonces, así como que ellos tienen un momento de reflexión; ya no de estancarse en problemas así de roce social ¿sí?

Para dar elementos estéticos

Creo que es un elemento importantísimo promover todo este ambiente ecológico; entonces ya nos va a dar fortalecimiento a todas las otras actividades, el poder tener un ambiente más sano para los niños y yo creo que el ataque a la drogadicción no se hace atacando directamente a los drogadictos; que va desde quienes tratan de convencerlos para que se

dejen de drogar hasta los que los reprimen y todo pero creo que más bien todo este ataque a estos hábitos tiene que ser más bien desde un ambiente; un ambiente que les permita como otras alternativas, no sé, a lo mejor habrá quienes disfrutan la droga pero que no la tomen como un escape o como para estar en el mismo ambiente de basurero sino que sea dentro de un ambiente más acorde, que más les agrade a ellos; creo [que] la siguiente aspiración es ésta, cómo tener un lugar para el desarrollo de los individuos y ahí ¿la aportación de la comisión para qué? Para dar elementos estéticos; para animar a hacer fachadas iguales; hacer kioscos culturales, todo esto; entonces como que por ahí es mi aspiración.

Interview, responsable d'une organisation du MUP

Se crea al final de cuenta, otro tipo de cultura de la que existe en los pueblos

Pensamos que los proyectos culturales son muy importantes porque son los que le van a dar como más fortaleza a la organización; y no hablamos en términos políticos estrictos, vamos... sino también en el sentido ideológico y... porque, pensamos que uno de los problemas del pueblo en general es la falta de educación ¿no?, la educación y si hay una cultura vamos... hay una, la gente tiene una cultura, primero la cultura urbana si es que la gente llega de todas ¿no? Entonces como que aquí se crea, al final de cuenta, otro tipo de cultura de la que existe en los pueblos por ejemplo ¿no? Y también hemos tratado de retomar un poco esto ¿no? Pero creo que hay mucha segregación cultural. Como que el aspecto cultural a la gente para ella no es así como lo... lo principal nosotros pensamos que es un reto por parte de nosotros, avanzar en el aspecto... en este aspecto ¿no? De formar pues... una cultura de la propia gente ¿no?

No siempre lo que piensa la gente es así lo más correcto ¿no?

A veces así como que a veces siento que somos muy ultrademocráticos; esta idea de que a ver qué dice la gente que no se qué y yo creo que esto a veces no... Sí lo tenemos que hacer pero siempre de alguna manera bajo ciertos lineamientos ¿no? porque... porque siento que a veces, por falta de educación política de la gente entonces no siempre lo que piensa la gente es así lo más correcto ¿no?

Interview, responsable d'une organisation du MUP

Se pose enfin le problème de savoir quel impact peut avoir la mise en place de ce système plus technocratique de gestion de l'accès à la ville sur l'unité des groupes dominés et le traitement global des demandes. Il existe sans doute un danger de cassure du groupe dominé. L'on observe en effet que le profil des populations-cibles est différent de celui des classes populaires urbaines en général: plus anciennement urbains, démographiquement plus modernes (moins d'enfants), plus de travail féminin déclaré, plus salariés, moins démunis de tout recours, plus scolarisés, en un mot plus "citoyens". Enfin il s'agit de populations qui se mettent en un sens elles-mêmes en position "d'être réformées", puisque, selon les résultats d'enquête, elles sont non seulement accédantes à la propriété mais aussi en voie de mobilité sociale et, en quelque sorte, de "mobilité politique": en participant, elles réalisent véritablement une aspiration. L'écart existant entre ces populations triées sur le volet par le MUP et le reste des populations urbaines pauvres ne peut de fait que se creuser, avec pour danger une marginalisation plus grande encore des populations non "modernes", ce qui, dans le cas d'une institutionnalisation des méthodes du MUP et de leur généralisation signifierait la création d'un sous-groupe de "non-assistables" et donc non assistés.

Quelle succession au système populiste?

De nombreux ratés, justement dénoncés par acteurs et militants, et de profondes transformations sociales, avec notamment l'accroissement d'une classe moyenne plus scolarisée accompagnant des changements similaires au sein de la bureaucratie, ont dans les faits mis en crise le système populiste. On a essayé de montrer en quoi les fractions de groupes sociaux constituant le MUP accompagnaient cette transformation dont elles sont les principales bénéficiaires. Elles fourniraient en effet une partie du personnel d'encadrement d'un État social reconstruit sur les ruines d'un État populiste clientélaire. Les concurrences pour la succession à l'État populiste sont nombreuses et ne se cantonnent pas à des luttes à l'intérieur du système ni même à des luttes de parti mais impliquent des pouvoirs concurrents de celui de l'État (comme, nous le disions, ceux des églises, organismes non gouvernementaux, organismes internationaux...).

Si l'intermédiaire populiste, plus complaisant envers la culture populaire, était parfois moins ex-

cluant (autre type de biens échangés) il n'en jouait pas moins sur l'opacité des réseaux et des connexions pour fonder son pouvoir et le concentrer entre ses mains, contribuant ainsi à la reproduction de la domination. Un système plus technocratique d'allocation des ressources, quant à lui ne présente aucune garantie contre la corruption; les luttes menées dans d'autres pays au nom du combat contre la corruption ont d'ailleurs toujours signifié un changement du personnel politique mais jamais la disparition de la corruption, qui tout au moins devient plus voyante. Dans ces luttes pour le monopole de l'encadrement des groupes populaires est mise à jour la modification du rapport de force entre les classes. L'extension et la diversification des modes d'intervention qui sont à l'œuvre et qui cherchent tous à "redresser" les défaillances de la culture populaire contribuent à stigmatiser l'identité des groupes dominés et à modifier ce rapport de force en affaiblissant les plus dominés. Que l'on songe à ces époques de Réforme Politique (*Progressivism*) aux États-Unis par exemple où la mise en place de nouvelles formes de gouvernement local a eu pour conséquence de réduire la participation des classes les moins favorisées dont la représentation s'est trouvée vidée de ses forces après la victoire du républicain Mc Kinley sur le populiste Bryan en 1896 au cours d'une campagne faite sur le thème de la dénonciation de la corruption. En ramenant fréquemment les problèmes issus des difficultés socio-économiques à des problèmes de type culturel (consentement à la domination) ou à des troubles personnels qu'il s'agit de traiter, les classes moyennes, qui autoproclament leur compétence en matière d'encadrement social, contribuent à disqualifier (de manière tout à fait inconsciente) les classes populaires.

Si l'on devait se hasarder sur le terrain de la prospective, ce que l'on appelle ici la "démocratisation", c'est-à-dire l'extension de la participation à la gestion du bien collectif à une classe moyenne plus moderne (plus instruite, au mode de domination moderne, se réclamant d'une rationalité supérieure, "nouvelle" petite bourgeoisie) passe par l'imposition de la reconnaissance du caractère légitime de la nouvelle gestion (plus acceptée-acceptable par les "gérés", dénonçant le mode précédent notable-cacique traditionnel et corrompu), qui doit acquérir ses lettres de noblesse (professionnalisation, sanctionnée ici comme ailleurs par des diplômes). En des termes différents, une néo-bourgeoisie fait ses choux gras de la participation qui doit lui servir à déplacer une archéo-bourgeoisie populiste qui a à son tour fait ses

choux gras de la non participation à un espace public.

Le système traditionnel de médiations a donné de nombreuses preuves de son fonctionnement mais l'on sait qu'il est incompatible avec une formation sociale plus scolarisée, puisqu'il se fonde sur le secret et la non-transparence des mécanismes de la "politique" (dans son sens le plus large). Cependant, en résumant les processus à l'œuvre sous le terme de "démocratisation", les sciences sociales ne feraient qu'accompagner le discours des acteurs qui ont un intérêt dans les transformations en cours en laissant de côté toute l'analyse des déterminations socio-économiques des phénomènes étudiés. De plus, on a pu rappeler que la "démocratisation" en question ne constitue bien sûr pas une garantie contre l'exclusion (ainsi que le montre l'exemple du débat renaissant dans les pays qui par ailleurs peuvent représenter des modèles de démocratie) mais peut même contribuer à la naissance d'un secteur "d'infra-assistables" comme on le voit aux États-Unis ou dans les pays européens. Enfin, on ne saurait trop mettre en garde contre l'assimilation souvent faite entre, d'une part, les expériences d'autogestion conduites par le MUP et ce que serait l'abolition d'une division du travail politique. Tout au plus peut-on dire que les expériences de gestion de l'accession des pauvres à la ville conduites par le MUP en particulier, changent certaines règles du jeu (passage du mode de domination personnelle à un mode de domination déposé dans des institutions) et demandent aux mandants (ou, si l'on préfère, au groupe formé sur la base d'une conscience d'un intérêt commun) de s'adapter à cette nouvelle grammaire des rapports sociaux, ce qui ne saurait se faire sans tâtonnements ni déboires.

Toutefois, en s'appuyant sur une plus grande transparence, l'institutionnalisation et la "publicité" des problèmes, les nouveaux gestionnaires du quotidien de l'État social en construction sont plus à même de prendre en compte les intérêts de leurs mandants, contraints comme ils le sont de s'appuyer sur l'aspect universel des intérêts particuliers pour déplacer les intermédiaires politiques traditionnels. Ce faisant, ils s'assurent une plus grande légitimité que leurs prédécesseurs.*

Références

- Azueta A. 1988 - Reforma urbana y modernización del régimen local en México. *Estudios Municipales* 20.
- Ben Amor L. et D. Mathieu 1991 - Trayectorias sociales y acceso

- a la vivienda en Chalco. *Revista Mexicana de Sociología*, janvier-mars.
- Dubet F., E. Tironi, et al 1989 - Pobladores, luttres sociales et démocratie au Chili. L'Harmattan, Paris.
- Eckstein S. 1990 - Poor people versus the state and capital: anatomy of a successful community mobilization for housing in Mexico City. *International Journal of Urban and Regional Research* (14)2.
- Foweraker J. 1995 - Movilización popular y cultura política en México. *Ciudades*, 26.
- Gilbert A. et P. M. Ward 1987 - *Asentamientos populares versus poder del estado*. Gili.
- Grignon C. et J. C. Passeron 1989 - *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Gallimard-Le Seuil, Paris.
- Hoggart R. 1970 - *La culture du pauvre*. Minuit (1957, pour la version originale).
- Jiménez E. 1989 - A new form of government control over colonos in Mexico City. Dans A. Gilbert (ed.), *Housing and Land in Urban Mexico*. Center for US-Mexican Studies, University of California, San Diego.
- Lindau J. D. 1993 - *Los tecnócratas y la élite gobernante mexicana*. Joaquín Mortiz, Mexico.
- Mathieu D. 1993 - Colonización del espacio, planeación urbana y transformaciones del espacio público: el caso de Chalco. Dans R. Blancarte (coord.), *Estado de México, perspectivas para la década de los 90*. Instituto Mexiquense de Cultura, El Colegio Mexiquense, Edo. de Mexico.
- 1995a - De la cogestion de la marginalité au sondage en passant par la propriété. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, mars-avril.
- 1995b - Deux visions du populaire: démocratie informelle ou démocratie participative. *L'Ordinaire Latinoaméricain*, mars-avril.
- Mathieu D. et F. Tomas 1992 - ¿Fin de la propiedad popular? *Ciudades* 15, juillet-septembre.
- Tarrés M. L. 1986 - Del abstencionismo electoral a la oposición política. Las clases medias en Ciudad Satélite. *Estudios Sociológicos* (4)12.
- Ward P. 1990 - *Mexico City, the Production and Reproduction of an Urban Environment*. G. K. Hall and Co., Boston.

TÍTULOS PUBLICADOS

- Entre el caimán y el jaguar. Los pueblos indios de Guerrero
- Vivir en frontera. La experiencia de los indios de Chiapas
- La memoria enclaustrada. Historia indígena de Yucatán 1750-1915
- Un rostro encubierto. Los indios del Tabasco colonial
- Entre el desierto y la sierra. Las naciones o'odham y tegüima de Sonora
- Adaptación y resistencia en el Yaquimi. Los yaquis durante la colonia
- Aquellos que vuelan. Los totonacos en el siglo XIX
- La gente del mezquite. Los nómadas del noreste en la colonia
- Historias de resistencia y exterminio. Los indios de Coahuila durante el siglo XIX
- La rebelión de los indios y la paz de los españoles
- El sol y la cruz. Los pueblos indios de Oaxaca colonial
- Insurgencia y autonomía. Los yaquis en el siglo XIX

PRÓXIMOS TÍTULOS

- Los pies de Yucatán. Los mayas peninsulares, 1550-1750
- Entre la paz y la guerra. Tarahumaras y apaches en el siglo XIX
- De la costa a la sierra. Los pueblos indios de la huasteca, 1750-1900
- Las lenguas indígenas. Siglos XVI-XIX

Historia de los pueblos indígenas de México

Colección dirigida por
Teresa Rojas Rabiela
y Mario Humberto Ruz

INI

Av. Revolución 1279, 3° piso •
Col. Los Alpes • México D.F. •
Tel. 651 55 93 • fax 593 59 67

CIESAS

Hidalgo y Matamoros s/n • Tlalpan
• C. P. 14000, D.F. • Tel. 655 00 47 y
655 01 58 • Correo electrónico:
CIECHATA@servidor.unam.mx

Distribuidor

Multimedios, Libros y
Comunicaciones, S.A. de C.V.
Pitágoras 961 • Col. del Valle • C. P.
03100 • México D.F. • Tel. 575 1447
y 575 08 34 • Fax 559 84 62

